



# RAPPORT SOMMAIRE

De l'anecdote aux données probantes : En faveur de mesures de soutien au parrainage dans les collectivités rurales et éloignées – Recommandations fondées sur la recherche

Ce projet est financé par le gouvernement du Canada.

Aucune observation ou aucun commentaire en particulier ne doit être attribué à une personne précise, à moins d'indication contraire. Les erreurs de description ou d'interprétation sont celles des auteurs. Ce projet est soumis au droit d'auteur du Prentice Institute 2023.

Prepared By:

Stacey Haugen, MA

Rachel McNally, MA

Lars Hallstrom, PhD



the Prentice Institute  
for Global Population and Economy



University of  
Lethbridge



Les réfugiés au Canada et ailleurs sont en grande partie destinés à être réinstallés dans les grandes villes. Cependant, grâce au parrainage, aux politiques de dispersion et à des mécanismes informels, un plus grand nombre de collectivités rurales et de petites villes accueillent des réfugiés. Malgré la diversité croissante des collectivités de réinstallation, la recherche demeure axée sur les grandes villes, ce qui entraîne des lacunes dans les connaissances sur la réinstallation dans les régions rurales, les municipalités, les villages et les petites villes. Le rapport présente les résultats de trois activités de recherche.

## BUTS DU PROJET

Les objectifs de ce projet financé par IRCC étaient les suivants :

- de mieux comprendre la réinstallation en milieu rural au moyen du parrainage;
- de formuler des recommandations visant à améliorer les politiques gouvernementales et le matériel de formation sur le parrainage;
- d'assurer le soutien aux réfugiés;
- d'orienter les pratiques exemplaires à l'avenir.

1

**Examen de la littérature :** Résultats clés de 90 études canadiennes et de 45 études internationales (provenant de pays de comparaison, dont l'Australie et les États-Unis).

2








**Entrevues et groupes de discussion virtuels :** Au total, 40 participants répartis dans l'ensemble du Canada, soit 19 répondants ou représentants de signataires d'entente de parrainage (SEP), 15 employés de services d'établissement, 5 employés de partenariats locaux en immigration (PLI) et 1 réfugié.

3

**Sondage national bilingue :** Administré à distance par Léger Marketing Inc. à 50 personnes interrogées (43 répondants et 7 réfugiés). Données provenant d'environ 130 parrainages.

Dans l'ensemble, le projet a révélé que les collectivités rurales peuvent être de bonnes destinations pour les réfugiés. La réinstallation en milieu rural peut profiter à la fois aux réfugiés et aux collectivités rurales. Certains réfugiés veulent vivre dans des régions rurales, mais il ne leur est pas souvent demandé s'ils aimeraient vivre dans une petite collectivité ou une grande ville. Les participants ont souligné que, si les politiques gouvernementales amènent les nouveaux arrivants dans les collectivités rurales, il y a une responsabilité de les aider en leur offrant des services adéquats. L'accès aux services d'établissement et à la formation linguistique financés par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) est limité dans les régions rurales, de sorte que les participants espèrent que l'accès aux services en personne et virtuels soit élargi. Des mesures de soutien destinées aux nouveaux arrivants devraient être mises en place avant leur arrivée, plutôt que d'attendre leur arrivée. Les collectivités rurales souhaiteraient participer davantage à la planification des initiatives futures en matière d'immigration et concernant les réfugiés.

Les réfugiés des régions rurales doivent faire face à bon nombre des mêmes défis bien documentés que les autres résidents ruraux, comme l'accès limité au transport collectif et aux services médicaux. Nombre de ces défis en milieu rural ne relèvent pas directement du mandat d'IRCC, mais il est important qu'IRCC et d'autres intervenants adoptent une vision globale et intersectorielle de l'établissement, en reconnaissant que les services d'établissement ne suffisent pas à eux seuls à aider les réfugiés. Tous les ordres de gouvernement ont un rôle à jouer pour soutenir les nouveaux arrivants qui s'établissent dans les régions rurales et les autres résidents ruraux, en investissant dans le logement abordable, les soins de santé, la santé mentale, le transport collectif, l'accès à Internet, les services sociaux et l'éducation. Si la réinstallation en milieu rural est difficile en raison des lacunes mentionnées dans les services, les collectivités rurales ont par ailleurs des atouts qui favorisent les expériences positives d'établissement, comme l'existence de liens solides entre les membres de la collectivité. Le projet a permis de cerner dix grands défis, ainsi que des activités qui pourraient être entreprises par IRCC pour les relever.

<p>1 Obstacles à la réunification des familles de réfugiés</p>		<p>2 Recherche de services d'établissement existants et accès à ceux-ci</p>	
<p>3 Accès à la formation linguistique</p>		<p>4 Accès à des services professionnels d'interprétation</p>	
<p>5 Modèles inéquitables de financement de l'établissement</p>		<p>6 Matériel de formation des répondants</p>	
<p>7 Les coûts cachés du parrainage privé</p>		<p>8 Accès inégal aux signataires d'entente de parrainage</p>	
<p>9 Connaissance limitée du parrainage et confusion concernant les volets</p>		<p>10 Non-concordance entre le profil des réfugiés désignés par un bureau des visas (RDBV) et la capacité des collectivités</p>	

# APERÇU DU PROJET

---

Partout dans le monde, y compris au Canada, les réfugiés sont principalement destinés à la réinstallation dans les grands centres urbains. Cependant, grâce au parrainage, aux politiques de dispersion et à des mécanismes informels, un plus grand nombre de collectivités et de régions rurales et de petites villes accueillent de nouveaux réfugiés. Malgré la diversité croissante des collectivités de réinstallation, la recherche sur la migration et les réfugiés demeure axée sur les grands centres urbains, ce qui entraîne des lacunes dans les connaissances sur les conséquences de la réinstallation dans les régions rurales, les municipalités, les villages et les petites villes. Le projet a été commandé par IRCC pour combler ces lacunes.

## **OBJECTIFS DU PROJET**

*Comprendre les réalités de la réinstallation dans les collectivités rurales pour :*

- (1) améliorer les connaissances sur le sujet;
- (2) formuler des recommandations visant à améliorer les politiques gouvernementales et le matériel de formation sur le parrainage; assurer le soutien aux réfugiés; et orienter les pratiques exemplaires à l'avenir.

## **QUESTION DE RECHERCHE**

*Quels sont les défis, les avantages et les possibilités liés à la réinstallation et à l'intégration dans les petites localités et les régions rurales du Canada et d'ailleurs?*



# ACTIVITÉS DE PROJET

---

01

## **EXAMEN DE LA LITTÉRATURE AU PAYS ET À L'ÉTRANGER**

L'examen a permis de colliger et d'analyser 90 études canadiennes et 45 études internationales pertinentes pour le sujet de la réinstallation et de la migration dans les régions rurales et les petites localités.

02

## **ENTREVUES ET GROUPES DE DISCUSSION VIRTUELS**

Au total, 40 participants: 19 répondants ou représentants de SEP, 1 ancien réfugié parrainé, 5 employés de PLI et 15 employés de services d'établissement.

03

## **SONDAGE NATIONAL BILINGUE**

Réalisé par Léger Marketing Inc., un sondage national bilingue a été envoyé à près de 700 organismes. Au total, 50 personnes y ont répondu : 43 répondants et 7 réfugiés.

04

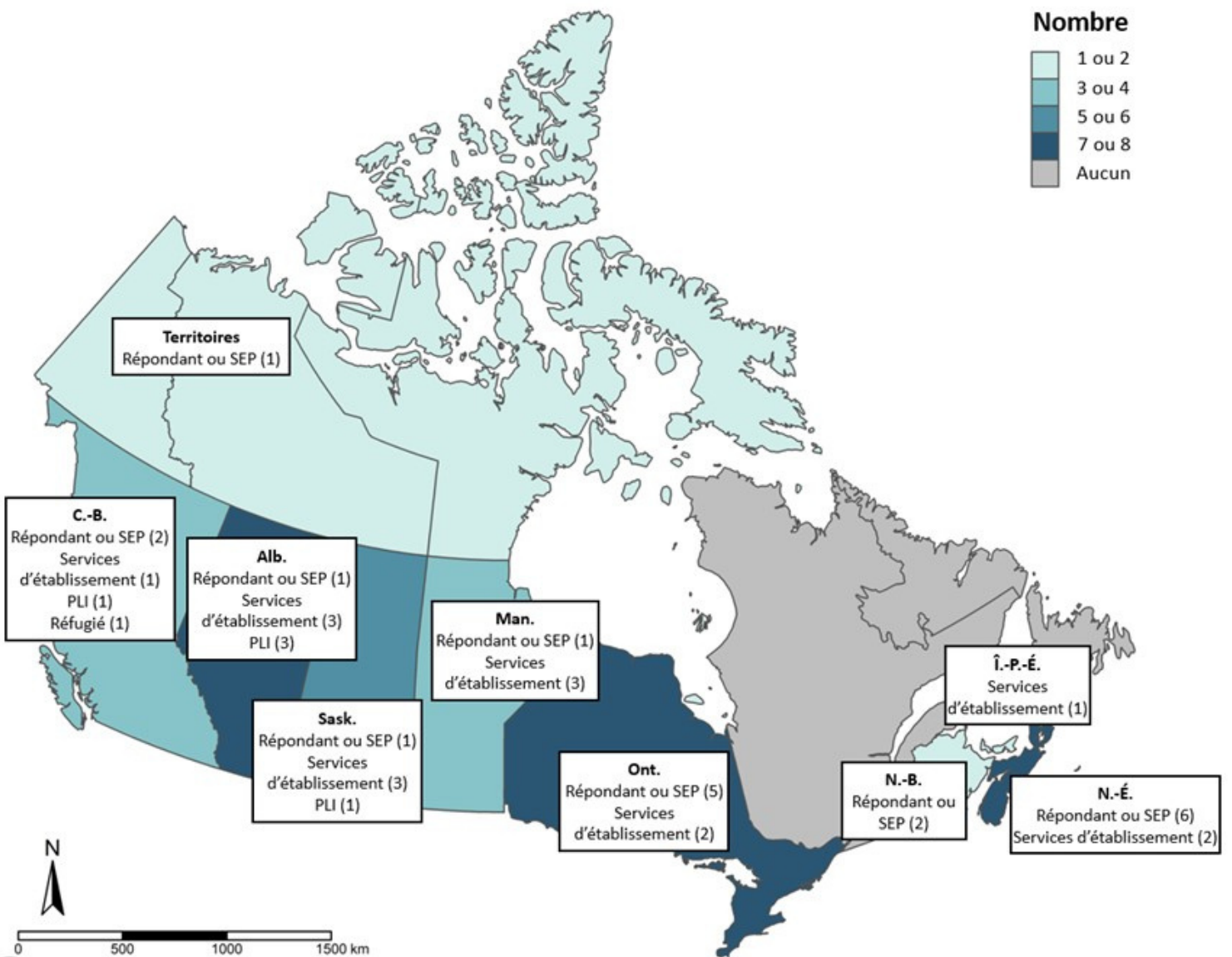
## **RECOMMANDATIONS TEXTUELLES**

Au total, 80 recommandations directes des participants sont incluses dans la version complète du rapport. Elles sont structurées en fonction de la direction générale d'IRCC la plus pertinente et du mandat de la direction générale.

Au total, 10 groupes de discussion ont été menés auprès de 36 participants. Chaque groupe comptait de deux à huit participants, et la discussion était dirigée et animée par deux membres du personnel du projet. Des circonstances particulières, comme des conflits d'horaire ou des barrières linguistiques, ont exigé qu'un nombre limité d'entrevues soient réalisées en plus des groupes de discussion.

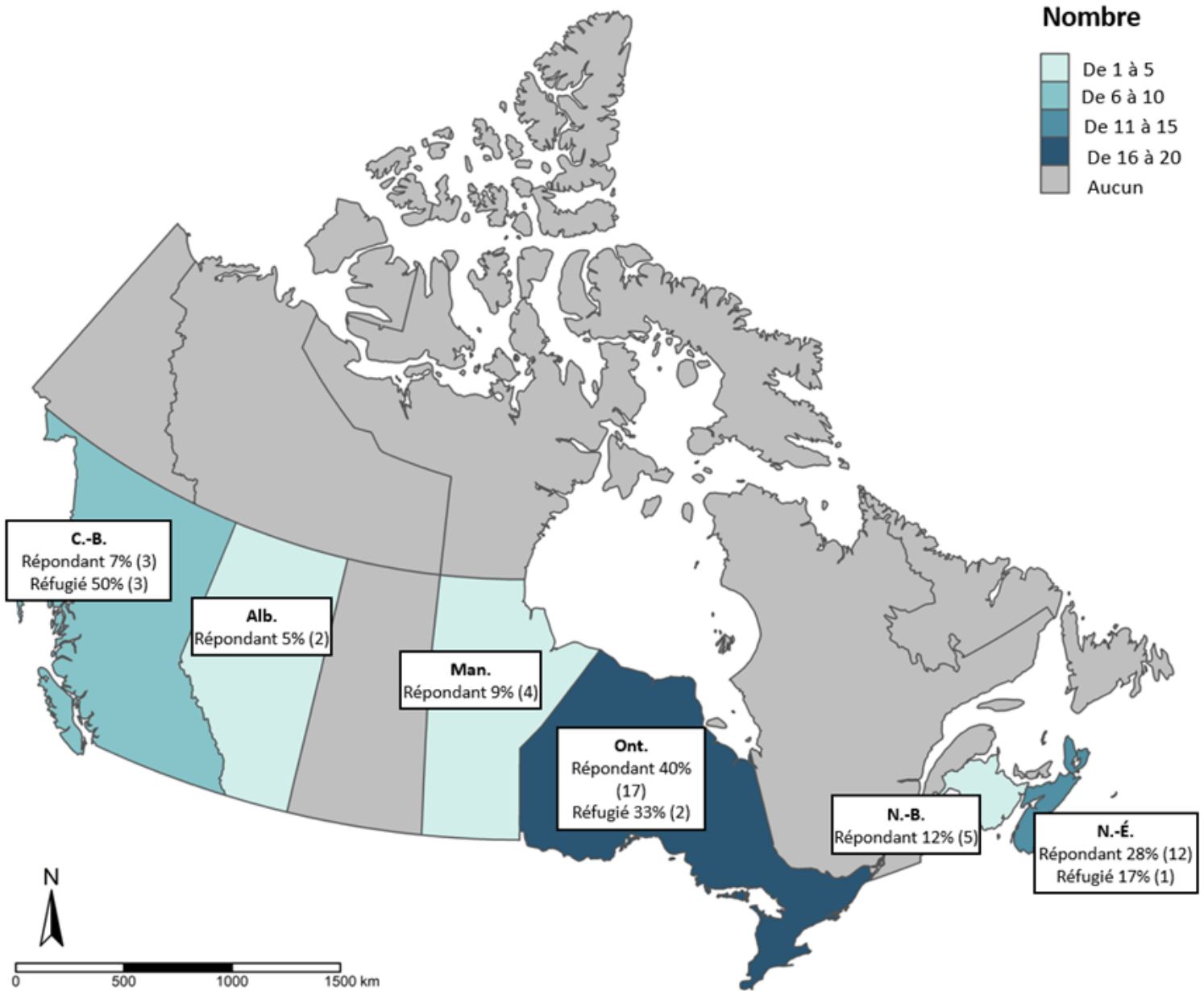
Quatre entrevues individuelles ont été jugées importantes pour diversifier les types de participants et d'organismes représentés dans les données. Elles ont été réalisées auprès d'un participant réfugié, d'un responsable d'un organisme d'établissement qui offre des services aux réfugiés ayant des besoins particuliers, d'un responsable d'un organisme francophone et d'un répondant situé dans le Nord du pays. Les 40 participants aux groupes de discussion et aux entrevues sont répartis au Canada en fonction des catégories suivantes : répondants ou représentants de SEP, personnel de services d'établissement, personnel de PLI et participants réfugiés.

## Participants: Groupes de Discussion



Le projet comprenait un sondage national bilingue auprès de répondants et de réfugiés visant à recueillir des renseignements quantitatifs sur les caractéristiques démographiques et les expériences de parrainage d'un éventail de répondants et de réfugiés partout au Canada. Le sondage a été lancé en octobre 2022 et a pris fin en janvier 2023. Il y avait deux versions du sondage, l'une pour les réfugiés et l'autre pour les répondants. Les deux versions étaient disponibles en français et en anglais. Les participants ont été recrutés par l'intermédiaire de listes de diffusion et d'organismes pertinents, comme des groupes de répondants régionaux sur Facebook, des fournisseurs de services d'établissement et des SEP. Il y a eu 50 réponses au sondage (43 répondants et 7 réfugiés), comme le montre la carte ci-dessous. Étant donné la très petite taille de l'échantillon, les résultats du sondage ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population des répondants et des réfugiés vivant en milieu rural au Canada et ne peuvent pas être considérés comme étant représentatifs d'expériences plus vastes.

## Réponses au Sondage National



Un certain nombre de points clés sont à retenir dans chaque composante du projet.



## *Limites de la recherche existante*

L'examen de la littérature a montré les limites de la recherche existante.

- Il existe une tendance claire à l'étude de la réinstallation des réfugiés dans les grands centres urbains ou les villes de taille moyenne. Ce parti pris signifie que, malgré la diversité de l'immigration et de la réinstallation des réfugiés au Canada, peu de choses sont connues sur les répercussions de la réinstallation dans les hameaux, les petites municipalités ou villes ou les régions rurales.
- La compréhension de l'expression « petites localités et régions rurales » varie grandement d'un projet de recherche à un autre, de sorte qu'il est difficile de comparer et de mettre en contraste les résultats et les données entre les études.
- La recherche se concentre sur des études de cas choisies et ne fournit donc pas une vue d'ensemble systématique des expériences, des défis et des avantages de la réinstallation dans les collectivités rurales.

## *Les possibilités liées à la réinstallation dans les collectivités rurales*

S'il existe des défis associés à la vie rurale, le projet a permis de déterminer un certain nombre de possibilités et d'avantages potentiels liés à la réinstallation dans les petites collectivités:

- Dans les petites collectivités, les réfugiés sont réinstallés dans un environnement plus lent, et ils peuvent accéder aux services disponibles plus facilement et (parfois) plus rapidement. Dans certains cas, les options en matière de logement sont plus diversifiées et comprennent un espace extérieur pour jardiner ou exploiter une ferme, et l'accès aux réseaux communautaires et au capital social peut être plus grand.
- Même si les réfugiés ne restent pas longtemps, ils apportent de nouveaux talents, de nouvelles ressources et de la diversité dans les collectivités rurales, qui souvent n'ont pas la possibilité de participer à des projets d'envergure internationale ou nationale comme la réinstallation des réfugiés.
- Certains réfugiés veulent vivre en milieu rural, mais il ne leur est pas souvent demandé ce qu'ils préfèrent en matière de réinstallation (taille de la collectivité ou degré de ruralité).

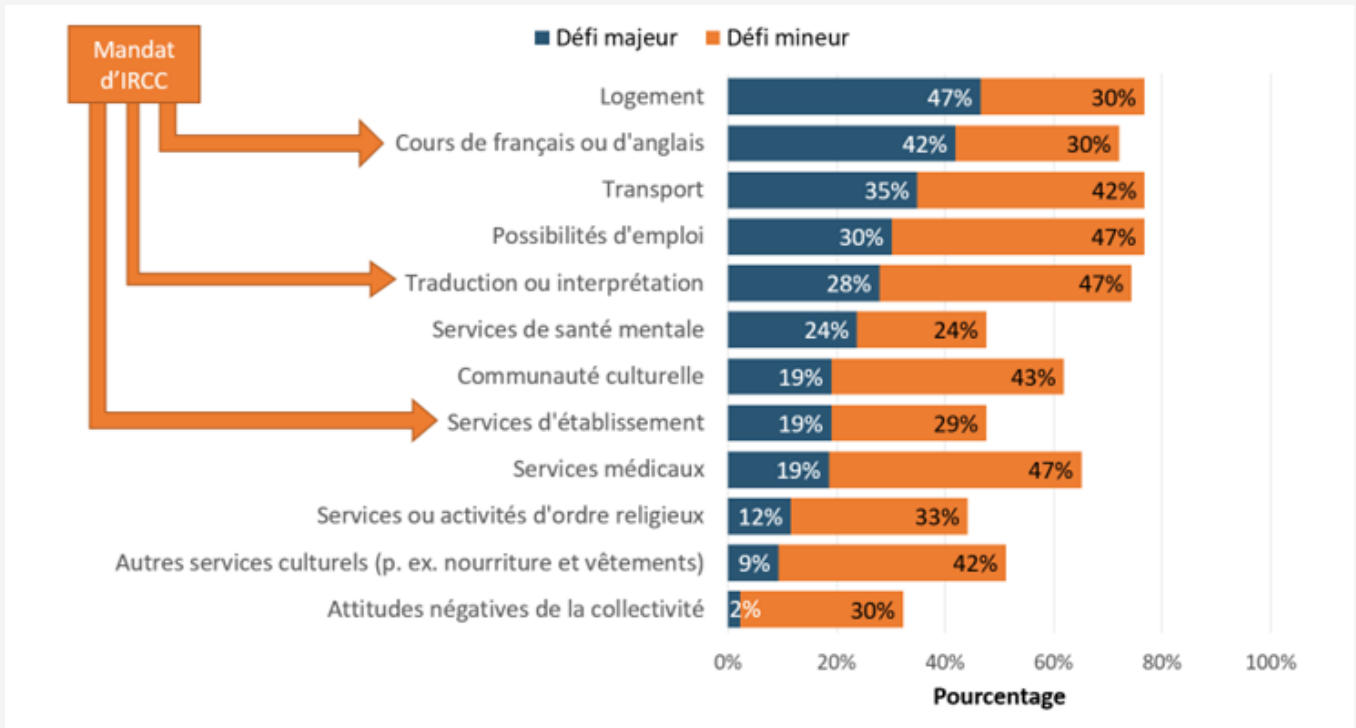
## *Les réfugiés et la dynamique rurale*

Dans le cadre du projet, les thèmes liés aux réalités inhérentes de la vie dans les régions rurales et les petites localités sont appelés « Dynamique rurale ». Il s'agit notamment des défis courants associés à la faible densité de population et aux distances plus grandes avec les centres urbains et les services. Les réfugiés sont confrontés à bon nombre des mêmes défis bien documentés que les autres résidents ruraux, comme l'accès restreint au transport collectif, aux soins de santé et à un service Internet à large bande fiable. Nombre de ces défis ne relèvent toutefois pas directement du mandat d'IRCC.



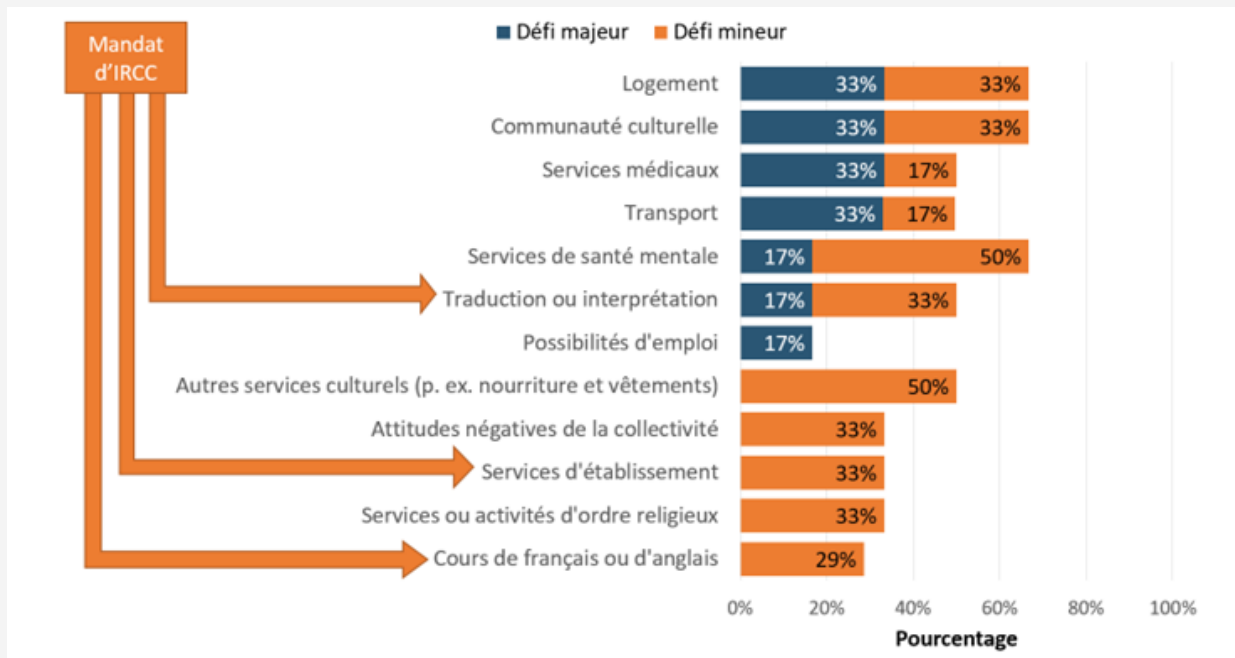
## Défis du parrainage en milieu rural selon les répondants

Les personnes appartenant à la catégorie des répondants interrogées dans le cadre du sondage ont déclaré une variété de défis majeurs et mineurs auxquels ils doivent faire face. Seuls certains de ces défis relèvent directement du mandat d'IRCC.



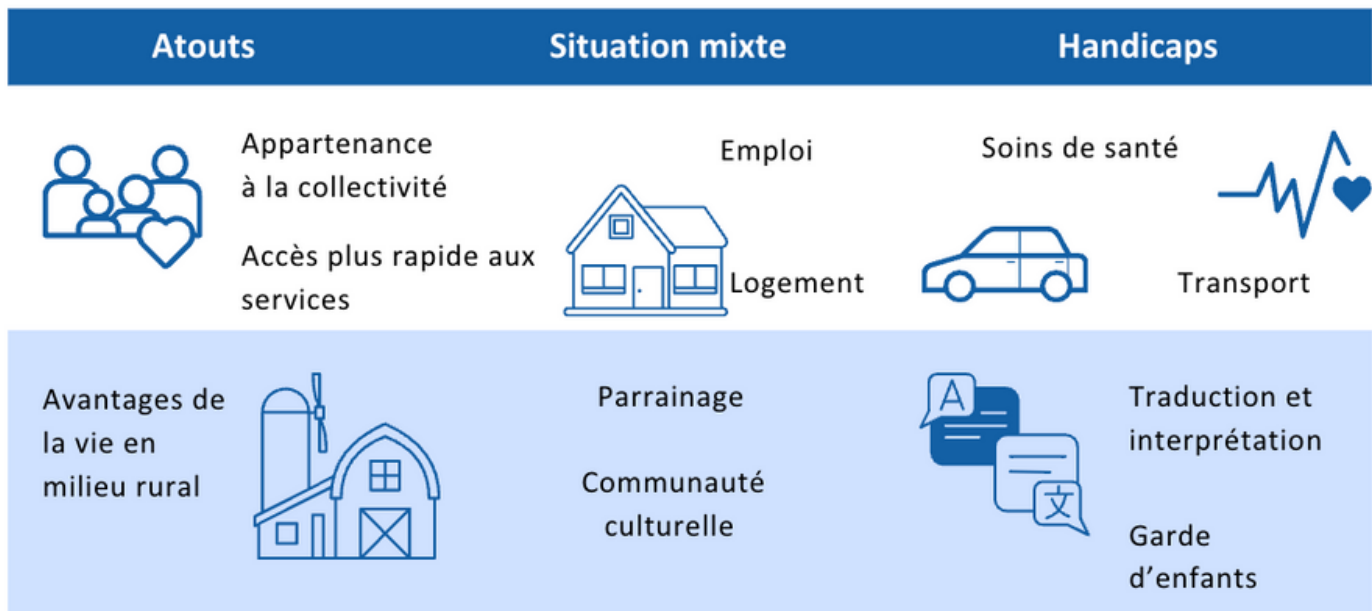
## Défis du parrainage en milieu rural selon les réfugiés

De même, les personnes appartenant à la catégorie des réfugiés interrogées dans le cadre du sondage ont fait état de divers défis auxquels ils doivent faire face. Les cinq principaux défis ne relèvent pas directement du mandat d'IRCC.



## Aperçu global de la réinstallation

Les répondants et les réfugiés souhaitent un aperçu global de l'établissement. Les services d'établissement ne suffisent pas à eux seuls à aider les réfugiés. Les lacunes dans d'autres services essentiels qui ne sont pas financés par IRCC (en particulier le logement abordable, les soins de santé et le transport) rendent difficile pour les petites collectivités d'accueillir des réfugiés ou de consentir aux demandes d'IRCC d'accepter des groupes de réfugiés précis. Tous les ordres de gouvernement ont un rôle à jouer pour soutenir les nouveaux arrivants qui s'établissent dans les régions rurales et les autres résidents ruraux en investissant dans le logement abordable, les soins de santé, la santé mentale, le transport collectif, l'accès à Internet, les services sociaux et l'éducation. Si la réinstallation en milieu rural peut être difficile en raison de lacunes dans les services d'établissement et d'autres services, les collectivités rurales ont par ailleurs des atouts qui favorisent une expérience positive de l'établissement comme des liens et des réseaux solides entre les membres de la collectivité. Les atouts et les handicaps des collectivités sont diversifiés, comme il est illustré ci-dessous. Par exemple, si certaines collectivités rurales peuvent offrir de nombreuses perspectives d'emploi, d'autres peuvent offrir peu de possibilités d'emploi et de logement abordable pour les grandes familles.



## Élargissement des services d'établissement en milieu rural

L'approche actuelle de financement des services d'établissement est réactive, car un certain nombre de nouveaux arrivants doivent résider dans une collectivité avant que les services soient financés. Des services et des mesures de soutien en matière d'établissement devraient être mis en place avant leur arrivée. Les participants ont fait valoir que, si les gouvernements amènent de nouveaux arrivants dans les collectivités rurales, ils ont la responsabilité de les aider en leur offrant des services adéquats. Les participants ont exprimé le désir d'élargir les services d'établissement, y compris les services financés par IRCC et la formation linguistique, dans les petites collectivités.

# Perspectives Francophones

## *Participants francophones*

Un parrain a rempli le sondage en français. On a mené une entrevue en français avec un fournisseur de services d'un organisme acadien au Canada Atlantique. On a exclu les participants du Québec parce que la province de Québec dirige ses propres programmes de parrainage et services d'établissement, hors de la juridiction d'IRCC.

## *Points pertinents semblables à d'autres contextes ruraux*

- Les problèmes démographiques des communautés rurales francophones exigent l'accueil des immigrants et des réfugiés. À travers le parrainage, les communautés peuvent faire venir les réfugiés eux-mêmes.
- Le logement est le problème le plus important pour les immigrants et les réfugiés.
- Il y a un manque de connaissances à propos des programmes de parrainage.
- Les services d'établissement francophones sont basés aux grandes villes et en général ne fournissent pas de services aux communautés rurales.

## *Points pertinents spécifiques au contexte francophone minoritaire*

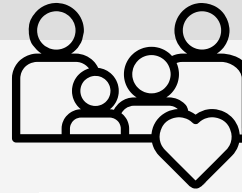
- Il y a un manque d'accès aux Signataires d'Entente de Parrainage francophones.
- On perçoit l'Initiative des communautés francophones accueillantes comme un succès.
- Les fournisseurs de services francophones sont généralement exclus de soutenir les réfugiés pris en charge par le gouvernement à travers le Programme d'aide à la réinstallation.

L'appel au gouvernement : nous ne sommes pas les spécialistes de ce programme de parrainage privé. Franchement nous ne pouvons pas répondre à toutes les questions des communautés, parce que c'est très compliqué, c'est très exigeant. Alors, on souhaite que le gouvernement travaille avec les Réseaux en Immigration Francophone à travers le Canada pour aller rencontrer et expliquer et répondre aux questions des organismes et des communautés au niveau local.

- Fournisseur de services francophone

## *5 recommandations provenant de l'entrevue en français*

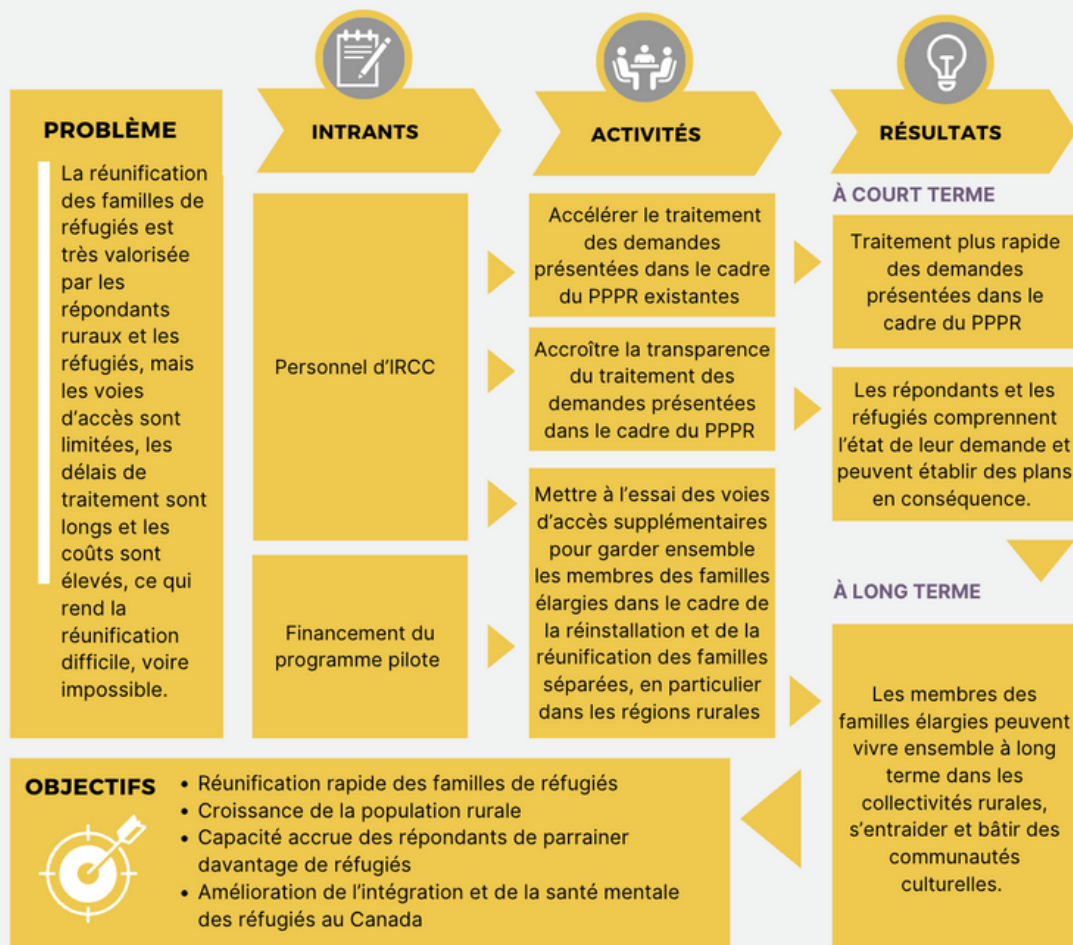
1. Aidez les organismes francophones à devenir Signataires d'Entente de Parrainage pour qu'ils puissent appuyer les parrains francophones.
2. Rencontrez les organismes francophones et les communautés au niveau local pour promouvoir le parrainage et répondre aux questions.
3. Répandez l'Initiative des communautés francophones accueillantes à d'autres communautés rurales.
4. Financez les bureaux satellites des fournisseurs de services francophones dans les communautés rurales.
5. Impliquez les fournisseurs de services francophones dans le Programme d'aide à la réinstallation pour les réfugiés pris en charge par le gouvernement.



Les études existantes, ainsi que les participants aux groupes de discussion, aux entrevues et au sondage ont tous souligné l'importance de la réunification des familles. La présente recherche montre que les répondants ruraux veulent faire venir la famille des réfugiés qui se sont établis dans leur collectivité, mais doivent surmonter des obstacles importants. Les répondants ont maintes fois mentionné les longs délais de traitement, le manque de transparence dans le traitement et les coûts élevés comme des défis tant pour les groupes de parrainage que pour les réfugiés qui attendent d'être réunis avec leur famille. Dans le sondage:

[Traduction] « Réduire le coût du parrainage au titre de la catégorie du regroupement familial. La réunification des familles est beaucoup plus facile pour les répondants et la famille des réfugiés, mais elle coûte deux fois plus cher. Il est difficile de recueillir des sommes aussi importantes dans une petite collectivité. » - Répondant

- plus de la moitié des répondants (58 %) ont dit que la réunification des familles était une « considération majeure » dans le choix de la personne à parrainer, et 12 % ont dit qu'il s'agissait d'une « considération mineure »;
- environ le tiers (32 %) des premières demandes de parrainage étaient liées à la réunification des familles, la proportion passant à la moitié (50 %) dans le cas des secondes demandes de parrainage;
- 38 % des répondants qui ont choisi le Programme mixte des RDBV pour leur premier parrainage sont passés au parrainage au titre de la catégorie du regroupement familial dans le cadre du Programme de parrainage privé de réfugiés (PPPR) pour leur second parrainage.



Les réfugiés et les nouveaux arrivants parrainés bénéficient de services d'établissement, mais la présente recherche montre qu'il est difficile de trouver les services d'établissement existants dans les petites collectivités et d'y accéder. Les répondants et les réfugiés ont de la difficulté à trouver des services et à y accéder, alors que le personnel de services d'établissement peine à trouver des clients potentiels et à les joindre. La zone géographique des services en personne et virtuels est souvent imprécise, ce qui laisse les nouveaux arrivants en milieu rural incertains de leur admissibilité aux services.

### PRATIQUES EXEMPLAIRES

- À Lloydminster, en Alberta, le PLI a créé un « [passeport pour l'établissement](#) », qui aiguille les nouveaux arrivants vers les services existants dans la collectivité.
- Consultez le projet « [Allies for Refugee Integration](#) » (Alliés pour l'intégration des réfugiés) pour obtenir d'autres idées sur la façon de favoriser la collaboration entre les répondants et les fournisseurs de services d'établissement.

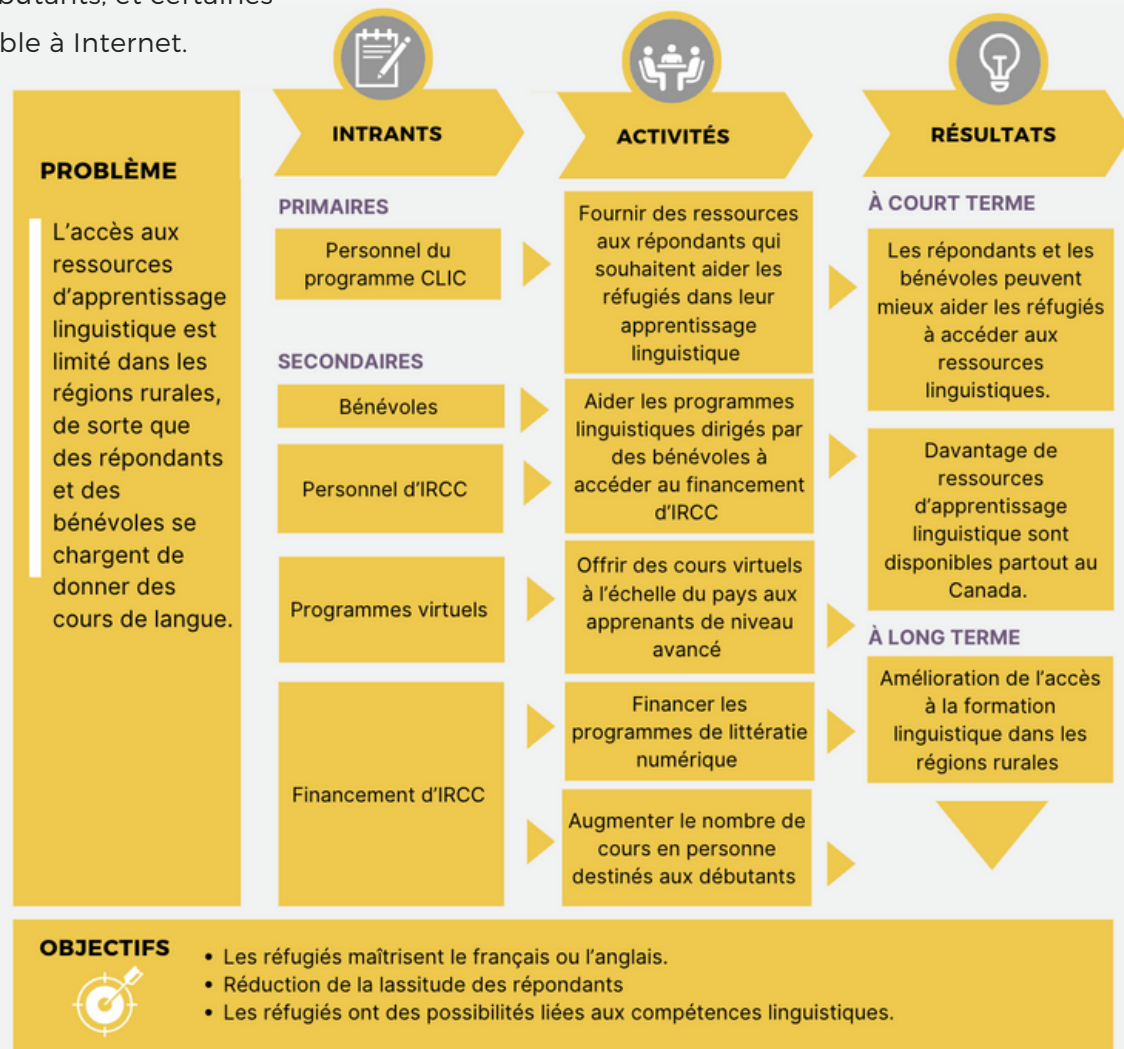
[Traduction] « Il y a un site Web d'IRCC intitulé "Nouveaux arrivants : Trouvez des services gratuits près de chez vous". Le site est mauvais au point tel qu'il devient ridicule. J'habite pratiquement à un pâté de maisons de mon bureau d'établissement, mais, en raison de la façon dont ils sont énumérés, [le site Web m'indique les services offerts dans une autre province]. Cela n'a aucun sens, et la seule chose qui est pire que l'absence d'information, c'est l'information réellement mauvaise. [...] Corriger le site Web serait un pas énorme. »

- Employé des services d'établissement



L'apprentissage du français ou de l'anglais est essentiel pour tous les aspects de l'intégration, y compris la communication avec les répondants et les membres de la collectivité, l'accès aux services et la recherche d'emploi. La formation linguistique financée par IRCC est limitée, voire parfois inexistante, dans les régions rurales. Dans le sondage, 8 participants appartenant à la catégorie des répondants ont déclaré avoir lancé leur propre programme ou école de français ou d'anglais, et 25 participants appartenant à la catégorie des répondants ont déclaré avoir recruté des tuteurs linguistiques bénévoles. Beaucoup de participants aux groupes de discussion et de personnes interrogées dans le cadre du sondage ont dit que l'élargissement de l'accès à la formation linguistique était une priorité pour améliorer le parrainage en milieu rural. Si les cours virtuels peuvent contribuer à combler une partie des lacunes, ils ne sont pas bien adaptés aux apprenants débutants, et certaines collectivités n'ont pas d'accès fiable à Internet.

[Traduction] « Nos clients des régions rurales n'ont pas aisément accès au programme CLIC [Cours de langue pour les immigrants au Canada], car il est offert dans les villes, de sorte que les personnes peuvent être à deux heures de route des cours. [...] Il existe dans les régions rurales des campus satellites de l'organisme hôte [du programme CLIC dans la province], mais IRCC n'a toujours pas réussi à faire en sorte que le programme y soit offert. Il serait facile qu'il le soit dès demain. C'est une lacune, et, dans chaque rapport, je réclame que le programme CLIC soit offert dans les régions rurales, parce que j'ai vraiment l'impression que le programme sert les villes. » – Membre du personnel de services d'établissement



Les services d'interprétation professionnels sont essentiels à une communication efficace entre les réfugiés, les répondants, le personnel de services d'établissement et les fournisseurs de services. De nombreuses études ont montré les problèmes liés au recours à des membres de la famille (en particulier les enfants) comme interprètes, par exemple des problèmes de confidentialité et la communication difficile des renseignements essentiels sur la santé. Nombre de réfugiés et d'immigrants des petites collectivités n'ont pas accès ou ont un accès limité à des services professionnels d'interprétation. Il n'est peut-être pas possible d'avoir en personne des interprètes dans les petites collectivités où peu de gens parlent une langue en particulier, mais les technologies virtuelles et l'interprétation par téléphone peuvent offrir un plus grand accès aux services d'interprétation.



**PRATIQUES EXEMPLAIRES :** En Nouvelle-Écosse, le programme « Interpreter on Wheels » (interprète sur roulettes) permet d'offrir des soins de santé dans n'importe quelle langue dans les hôpitaux des régions urbaines et rurales de la province. Le personnel des hôpitaux peut avoir accès immédiatement par appel vidéo à un interprète formé.



L'approche par client à l'égard du financement des services d'établissement désavantage les organismes qui servent un petit nombre de clients vivant dans des régions rurales ou de petites collectivités, ou un petit sous-groupe de clients dispersés dans une grande région (par exemple les nouveaux arrivants sourds). Les modèles de financement ne tiennent pas compte du fait que les nouveaux arrivants forment une proportion importante de la population d'une petite collectivité, du fait que le nombre de nouveaux arrivants change rapidement ou des plans visant à accueillir davantage de nouveaux arrivants dans un proche avenir. Par conséquent, l'accès aux services d'établissement est inégal partout au Canada. De plus, les participants appartenant à la catégorie du personnel de services d'établissement souhaitent desservir une zone géographique plus vaste, en se rendant dans les collectivités avoisinantes ou en établissant des bureaux satellites.

[Traduction] « IRCC parle trop du coût par client. Il faut abandonner cette notion lorsqu'il est question de services en milieu rural. Ces collectivités méritent un bureau d'établissement ouvert ne serait-ce qu'une journée par semaine et, en cas d'urgence, elles peuvent obtenir les services virtuellement. [...] Il ne s'agit donc pas tant de se préoccuper du coût par client, mais de l'efficacité des services d'établissement. Si [les gouvernements provinciaux et fédéral] recrutent des gens pour qu'ils aillent vivre dans des collectivités rurales, alors ils doivent les soutenir. C'est simplement une obligation qu'ils ont. »  
 - Membre du personnel de services d'établissement







La formation des répondants est essentielle afin que les répondants, en particulier les nouveaux répondants, soient bien outillés pour faire leur travail. Les participants au projet étaient d'avis que le matériel de formation des répondants ne reflète pas toujours les réalités rurales, notamment en supposant que les réfugiés prendront le transport collectif, qui est souvent restreint aux centres urbains et aux villes. Les répondants souhaitaient par ailleurs obtenir plus de directives sur les mesures de soutien avant l'arrivée (soutien financier et autres) et d'autres questions. Par exemple, en raison d'un manque de logements locatifs abordables dans certaines collectivités, les répondants achètent et louent des logements aux réfugiés au moyen d'ententes de location avec option d'achat. Les répondants ne reçoivent cependant aucune directive concernant les détails de telles ententes.

[Traduction] « À quelques occasions, nous avons [acheté une maison] [...] : un groupe de personnes ont dit oui; je suis intervenu, et j'ai signé une sorte d'entente dans l'intention que la famille loue la maison. Il a ensuite été proposé à la famille de l'acheter. Essentiellement, il s'agissait d'un loyer avec l'option d'achat. [...] La situation est donc née de la nécessité, je pense, mais cela semble avoir fonctionné. Je ne suis toutefois pas certain de tous les risques en cause. » – Répondant





Les répondants assument les coûts imprévus du parrainage, peu importe le volet. Les exigences financières de la démarche de parrainage sont basées sur les taux d'aide sociale. Les répondants peuvent utiliser le calculateur en ligne du Programme de formation relative au parrainage de réfugiés pour calculer, en fonction de la taille de la famille, les besoins financiers associés aux coûts de démarrage et à l'aide au revenu. Ils ont expliqué que les taux d'aide au revenu ne sont pas assez élevés pour couvrir les coûts actuels du logement et de la vie. De plus, les participants au projet ont expliqué que certains coûts cachés ne sont pas inclus dans les exigences financières minimales, surtout dans un contexte rural où les répondants pourraient devoir payer des coûts supplémentaires pour le transport et l'interprétation. Les répondants ont en outre souligné les limites du Programme fédéral de santé intérimaire, qui n'est pas aussi complet en ce qui concerne les soins de santé et les soins dentaires que la manière dont il est souvent présenté.

[Traduction] « Lorsque nous avons appris dans le cadre d'un webinaire l'existence de la couverture offerte dans le cadre du Programme fédéral de santé intérimaire, j'ai eu l'impression que le Programme couvrait beaucoup de choses, mais nous avons constaté que ce n'était pas tout à fait vrai. [...] Dans les budgets que nous avons établis [pour le parrainage], nous n'avons pas prévu de couverture médicale supplémentaire parce qu'il nous avait été dit à l'origine que les soins dentaires et les ordonnances étaient couverts. L'une de nos personnes avait des calculs rénaux et avait besoin d'analgésiques, qui n'étaient pas couverts. [...] Nous constatons donc un écart important, même au cours de la première année, [entre] ce qui devrait être couvert et ce qui [l']est réellement. Je pense que la situation doit mieux être connue parce que, si quelqu'un n'est pas allé chez le dentiste depuis 5 ou 10 ans ou n'y est même jamais allé, il y aura beaucoup de travail à faire. [Pour] un groupe de parrainage, [recevoir] une facture de 750 \$ qu'il n'avait pas prévu, c'est un peu décourageant. » – Répondant privé



Dans notre sondage, les répondants ont dit que les SEP étaient leur principale source de formation et de soutien. Cependant, ce n'est pas tout le monde qui a accès à un SEP.

Deux collectivités en particulier ont parlé de leur accès limité aux SEP: 1) les groupes ruraux non affiliés à une communauté religieuse; et 2) les communautés francophones en situation minoritaire. Dans de nombreuses régions du Canada, il n'y a pas de SEP francophone, ce qui rend difficile le recrutement de répondants francophones ou leur soutien. De plus, certains SEP des régions rurales ont décrit à quel point les exigences administratives d'IRCC sont difficiles à respecter, surtout si la taille de leur organisation est petite et s'ils n'ont pas de personnel rémunéré, mais seulement des bénévoles.



[Traduction] « De nombreux SEP ne travailleront pas avec des groupes à l'extérieur de la région où ils sont effectivement présents. Je suis certain que d'autres apprécieraient un SEP non religieux qui est prêt à travailler avec des groupes à l'extérieur des grands centres urbains. » - Répondant privé

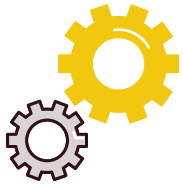
« Je veux faire une demande à IRCC, qu'IRCC puisse faciliter les organismes francophones à être les demandeurs principaux [Signataires d'Entente de Parrainage]. » - Membre du personnel de services d'établissement

En réponse à l'idée d'un réseau national de répondants ruraux, un participant au projet a suggéré ceci: [traduction] « Peut-être [une organisation nationale ou régionale] pourrait agir comme SEP des régions rurales qui ne peuvent pas répondre aux attentes actuelles d'IRCC. » - Répondant



Les répondants, les réfugiés, les employés de services d'établissement et le personnel de PLI méconnaissent tous les volets de réinstallation. Les personnes appartenant à la catégorie des répondants et des réfugiés interrogées dans le cadre du sondage étaient parfois confuses au sujet des volets de réinstallation ou ne connaissaient tout simplement pas le volet de leur parrainage. Le personnel de services d'établissement et le personnel de PLI ont expliqué que les membres de la collectivité leur posent des questions sur le parrainage, mais qu'ils n'ont souvent pas les connaissances nécessaires pour répondre aux questions de la collectivité.

[Traduction] « Je pense qu'il n'y a vraiment aucune information ici. Beaucoup de gens m'ont posé des questions [au sujet du parrainage de réfugiés]. J'ai fini par trouver des réponses. Il s'agit seulement d'avoir l'information quand les gens posent des questions. »  
 - Membre du personnel de services d'établissement



**PRATIQUES EXEMPLAIRES:** Le partenariat en immigration Saint-Laurent-Rideau a créé le guide intitulé « How to Sponsor and Welcome Refugees to Leeds and Grenville Communities » (Comment parrainer et accueillir des réfugiés dans les collectivités de Leeds et de Grenville), qui contient des renseignements généraux sur le PPPR, ainsi que des renseignements sur la culture syrienne et des ressources locales pertinentes.

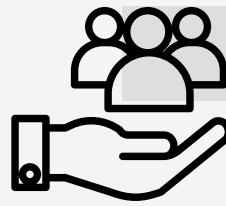


**OBJECTIFS**



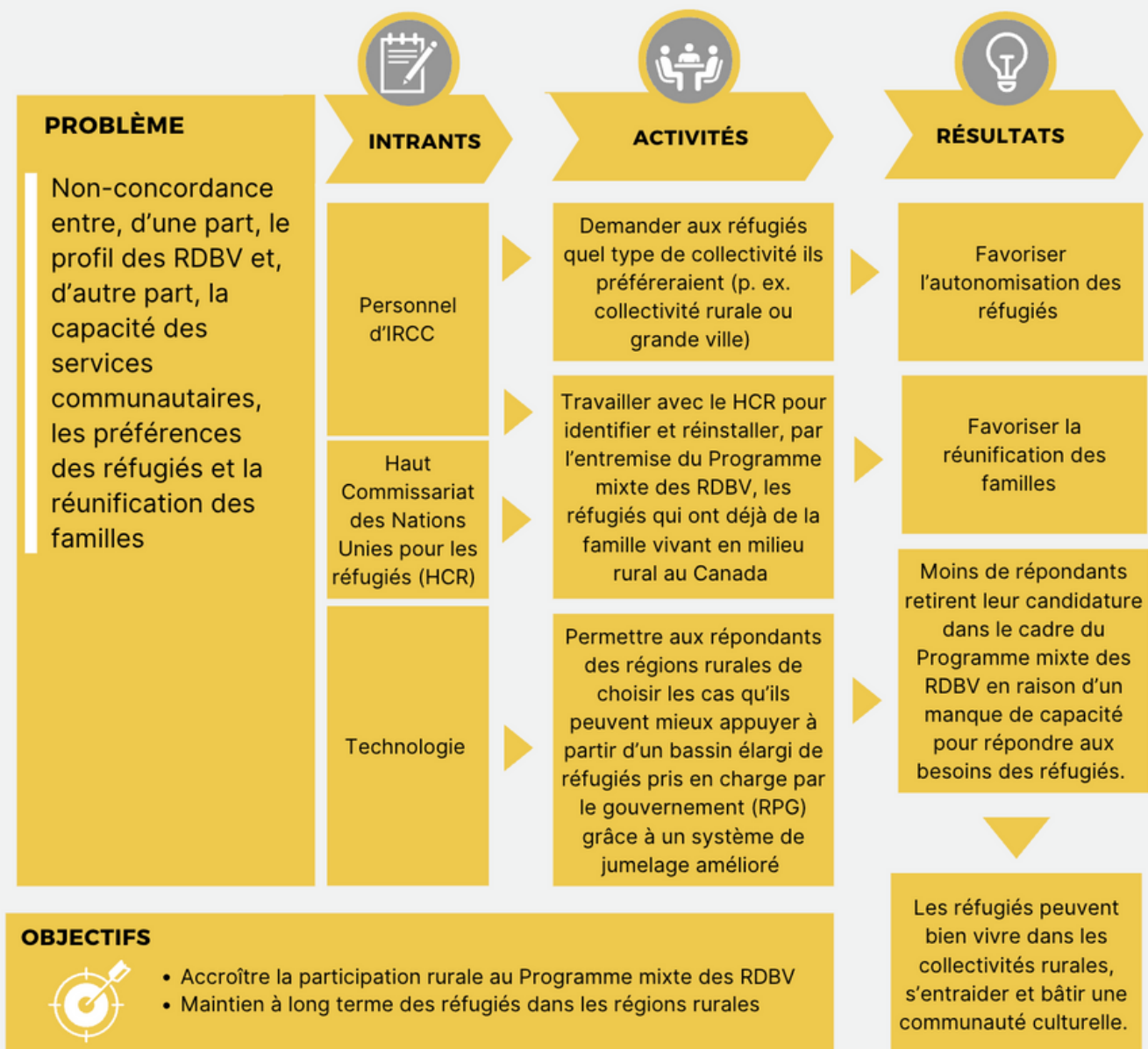
- Les répondants, les réfugiés, le personnel de services d'établissement et le personnel de PLI comprennent et peuvent promouvoir les différents programmes de réinstallation.
- Participation accrue des régions rurales au Programme mixte des RDBV et au PPPR





Les répondants des régions rurales ne sont pas toujours en mesure de subvenir aux besoins des familles de RDBV du fait de la capacité limitée des collectivités en ce qui concerne le type de familles de réfugiés qu'elles peuvent soutenir, en raison du peu de services de santé et de possibilités d'emploi ou des langues parlées dans la collectivité. De plus, il n'est pas clair pour les répondants ruraux potentiels si un réfugié voudrait vivre dans une collectivité rurale ou une petite localité, puisque les préférences quant à la vie en milieu urbain par rapport à la vie en milieu rural sont absentes du profil des RDBV.

[Traduction] « Nous devons envisager d'écouter les collectivités au sujet notamment des types d'emplois qu'elles peuvent offrir et de la taille des familles pour le parrainage mixte. Nous avons retiré notre candidature parce que nous ne pensions pas, en tant que petite collectivité, pouvoir leur offrir ce dont les réfugiés avaient besoin. Nous avons trouvé une famille qui avait des compétences qu'elle pouvait utiliser ici. » – Répondant





Les collectivités rurales sont diverses et ont une capacité différente d'accueillir et de soutenir les réfugiés. Le cadre des capitaux communautaires est une façon de cerner et de relever les défis et de saisir les occasions dans n'importe quelle collectivité.

**Capital des collectivités :** Parler de la réinstallation en milieu rural au moyen d'un cadre du capital des collectivités peut aider les collectivités, les chercheurs et les décideurs à comprendre les différents atouts et handicaps qui existent dans divers contextes de collectivités rurales et à les valoriser ou y remédier.

## Capital des collectivités :

01

### **CAPITAL NATUREL : Les paysages, l'air, l'eau, les plantes et la vie animale d'un lieu.**

Les participants au projet ont dit que l'accès abondant à l'environnement naturel était un atout de la vie rurale, alors que les grandes distances géographiques étaient souvent considérées comme un handicap.

02

### **CAPITAL CULTUREL : Les langues et les valeurs communes de la collectivité.**

Selon la préférence des réfugiés, les participants au projet ont dit que la présence ou l'absence de communautés culturelles diversifiées était à la fois un atout et un handicap. Cependant, l'absence (souvent) de services de traduction et d'interprétation a été perçue comme un handicap.

03

### **CAPITAL HUMAIN : Les personnes et leurs compétences qui composent une collectivité.**

Si les possibilités d'emploi offertes aux réfugiés variaient d'un contexte à un autre, la majorité des participants au projet ont dit que la capacité limitée des fournisseurs de services d'établissement en milieu rural était un handicap.

04

### **CAPITAL SOCIAL : Les rapports et les réseaux qui lient ensemble les collectivités.**

L'appartenance à la collectivité était considérée comme un atout de la vie rurale qui peut aider les réfugiés à accéder plus rapidement aux services disponibles. Un handicap courant était le manque d'accès aux soins de santé.

05

### **CAPITAL POLITIQUE : L'accès d'une collectivité aux décideurs et aux dirigeants.**

Les participants au projet ont dit se sentir souvent ignorés par IRCC et les gouvernements en général. Ils ont ajouté que les délais de traitement des demandes d'immigration, les canaux limités de communication et d'échange d'information et les restrictions d'admissibilité aux services d'établissement étaient des handicaps courants.

06

### **CAPITAL FINANCIER : Les ressources nécessaires pour financer les services et les programmes.**

Le capital financier était en grande partie considéré comme un handicap. Les participants au projet ont fait état des défis que posent les fonds limités disponibles pour les services d'établissement, les obstacles à l'accès au financement, le manque de souplesse des budgets et le modèle de financement par habitant, qui désavantage les petites localités.

07

### **CAPITAL BÂTI : L'infrastructure qui soutient la société.**

Les participants ont dit que l'accès à un logement abordable variait d'un endroit à un autre, mais tous ont mentionné que l'absence de transport collectif et de service Internet à large bande fiable dans les régions rurales était un handicap.

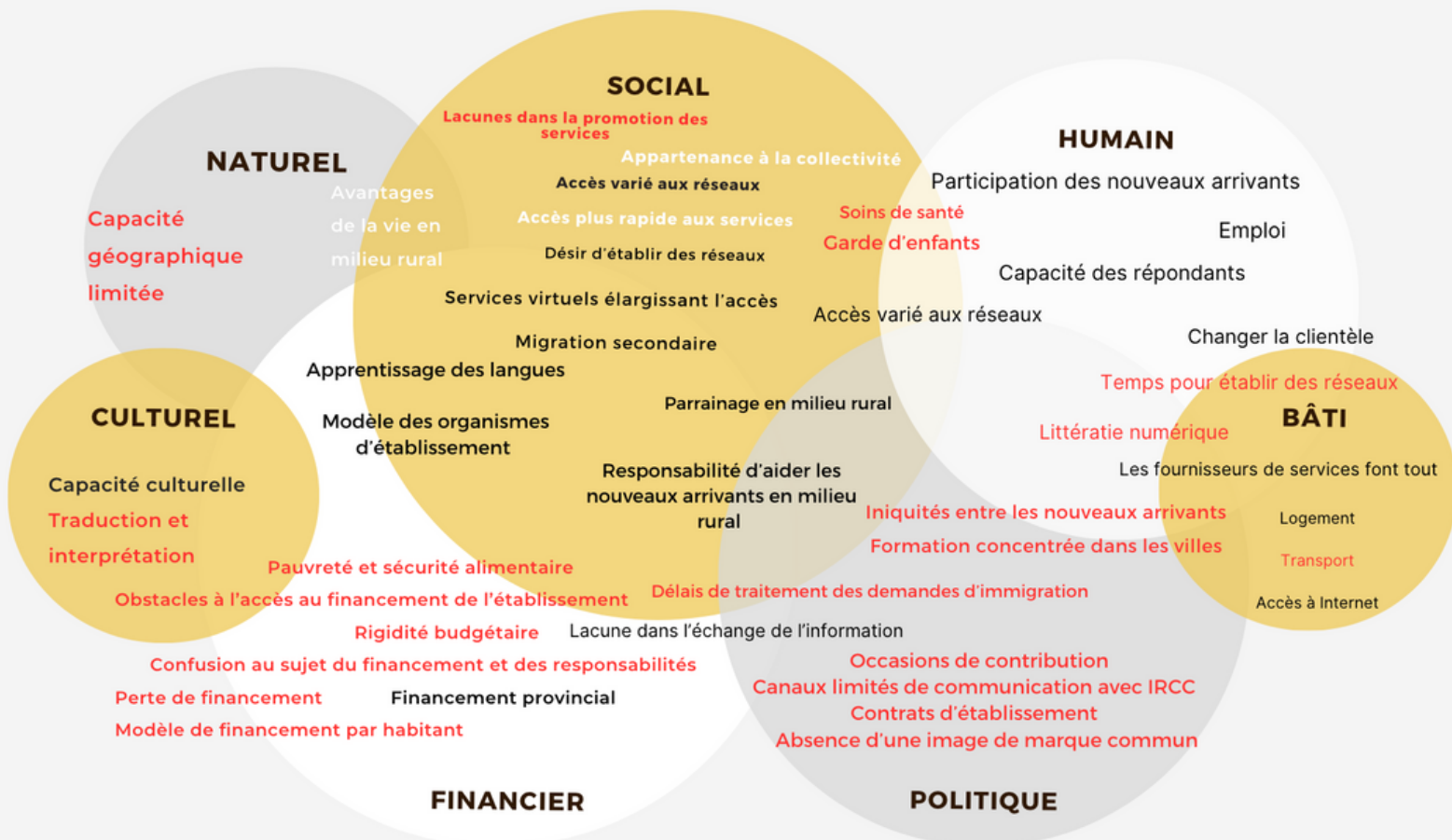
Le cadre du capital des collectivités peut être utilisé en outre pour organiser et examiner les commentaires des participants à la recherche qui ont trait aux réalités de la réinstallation à l'extérieur des grands centres urbains, et éventuellement y donner suite. Ci-dessous, les réponses des participants aux groupes de discussion ont été organisées en thèmes, puis désignées comme un atout (avantage), un handicap (défi) ou une combinaison des deux, de la vie en milieu rural, selon la façon dont les participants ont parlé de ces thèmes.



**LÉGENDE:** Dans la figure ci-dessous, les couleurs indiquent les façons dont les participants à la recherche ont discuté de chaque thème. Les thèmes en **ROUGE** étaient en grande partie considérés comme un **HANDICAP** par les participants; les thèmes en **BLANC**, comme un **ATOUT** par les participants; et les thèmes en **NOIR**, comme une combinaison de **HANDICAPS et d'ATOUS** selon le contexte communautaire particulier et la manière dont les participants ont parlé des questions qu'ils ont soulevées.

## Comprendre la réinstallation en milieu rural dans le cadre du capital des collectivités

Le cadre du capital des collectivités aide à saisir les interrelations et la nature multidimensionnelle de la vie communautaire, en particulier dans les petites localités. Bon nombre des sujets soulevés par les participants peuvent relever de plus d'un type de capital communautaire, ce pourquoi les cercles ci-dessous se chevauchent.



Les réfugiés vivent, travaillent et s'établissent dans des collectivités rurales et des petites localités partout au Canada. Les résultats du projet montrent que les bénévoles, les membres de la collectivité et, en particulier, les répondants privés de réfugiés dans les régions rurales assument la plus grande partie du travail nécessaire à la réinstallation et à l'intégration des nouveaux arrivants dans les petites localités.

Les répondants des régions rurales disent que, même s'ils ont (souvent) un accès limité aux services d'établissement, à la formation linguistique, au transport collectif, aux soins de santé et à d'autres services dans leur collectivité, ils comptent beaucoup sur leurs liens sociaux et leurs réseaux pour combler les lacunes mentionnées. Les employés de services d'établissement et le personnel de PLI ont parlé des défis auxquels ils doivent faire face lorsqu'ils tentent d'offrir des services à l'extérieur des centres urbains dans de grandes régions géographiques avec peu de ressources et un personnel restreint. Dans tous les groupes de participants, des personnes ont parlé de ce qu'elles apprécient dans leur collectivité, notamment les paysages et la nature, le sentiment d'appartenance à la collectivité et l'accès à de bons emplois, à un logement, à la famille ou aux amis.



Q : Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer le parrainage en milieu rural?



R : [Traduction] « Avoir suffisamment de logements, de moyens de transport et de médecins pour les nouveaux arrivants. »  
- Personne appartenant à la catégorie des réfugiés interrogée dans le cadre du sondage



## Aller de l'avant

Les nouveaux réfugiés continueront de s'établir dans les collectivités rurales. Pour aller de l'avant, nous devons trouver des façons de soutenir de façon significative les réfugiés, les répondants et le personnel de services d'établissement dans les petites localités.

01

### AIDER LES RÉFUGIÉS QUI VEULENT VIVRE EN MILIEU RURAL

Certains réfugiés savent qu'ils aimeraient être réinstallés dans une région rurale ou une petite localité. Demander aux réfugiés s'ils ont une préférence en matière de réinstallation serait un bon point de départ.

02

### CLARIFIER LES OBLIGATIONS DES RÉPONDANTS ET LES MESURES DE SOUTIEN À L'ÉTABLISSEMENT OFFERTES

Les rôles des répondants doivent être clarifiés afin qu'ils sachent à quoi s'attendre et comment accéder à des mesures de soutien supplémentaires. Par exemple, les limites géographiques des services d'établissement doivent être clarifiées de façon à ce que des mesures de soutien adéquates soient offertes partout au pays.

03

### FAIRE PARTICIPER TOUS LES GOUVERNEMENTS

Les questions soulevées dans la recherche recourent les compétences municipales, provinciales et fédérales et influent sur les populations au-delà des réfugiés. Les gouvernements doivent travailler ensemble.

04

### CHANGER LA POLITIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

La politique en matière d'immigration doit reconnaître que les régions rurales et les petites localités peuvent offrir des expériences de réinstallation positives et que, comme toute collectivité, elles présentent à la fois des atouts et des handicaps.





University of  
**Lethbridge**



**the Prentice Institute**  
for Global Population and Economy